



Les Fastes Historiques de Montréal

Victor Morin, LL.D., M.S.R.C.

Numéro 12, 1947

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1080153ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1080153ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions La Liberté

ISSN

0575-089X (imprimé)

1920-437X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Morin, V. (1947). Les Fastes Historiques de Montréal. *Les Cahiers des Dix*, (12), 161–195. <https://doi.org/10.7202/1080153ar>

Les Fastes Historiques de Montréal

Par VICTOR MORIN, LL.D., M.S.R.C.

APPENDICE

Outre les plaques historiques dont nous avons fait la revue sur l'île de Montréal, nombre d'autres sont restées à l'état de projet — *in pectore*, suivant l'expression consacrée, — soit à défaut de fonds nécessaires à leur exécution, soit pour autres raisons majeures. Quelques-unes ont été préparées et mises en place mais sont disparues par suite de la démolition des bâtisses où elles avaient été posées, tandis que tout un groupe, élaboré par la Société Historique de Montréal, a été mis de côté par elle à raison de la médiocrité de son exécution.

Evoquons du moins la mémoire de ces projets, avec l'espoir qu'un jour ou l'autre ils se réaliseront ; pour les distinguer de la série des plaques installées, nous ajouterons le suffixe « a » à leur numéro d'ordre.

No 1-a)—Le découvreur du Canada

En racontant la genèse de cette initiative d'installer des plaques commémoratives aux principaux endroits historiques de Montréal, nous avons signalé qu'en 1889 le vicomte de la Barthe avait fait préparer en France une plaque émaillée de bleu rappelant la découverte du Canada par Jacques Cartier et qu'il suggérait de la poser sur une des plus anciennes maisons de la Place Jacques-Cartier, « pour rappeler le souvenir de ce grand événement historique ».

Cette plaque n'a jamais été installée ; elle est au musée du Château de Ramezay et se lit comme suit :

Place Jacques Cartier
Navigateur de Saint-Malo. Découvrit le Canada en 1534-1535.
Mort en 1554.

Son apparence ne répond cependant guère au genre attrayant d'une inscription destinée à l'évocation d'un événement historique ; elle est plutôt de la catégorie des banales indications administratives et nous croyons qu'il vaut autant la laisser à ce musée comme document historique à titre de prototype de ce projet.

No 2-a)—La visite d'Hochelaga

On s'imagine assez volontiers qu'en se rendant à la bourgade d'Hochelaga, Jacques Cartier aurait mouillé l'ancre aux environs de la rue Saint-Laurent comme nous ferions de nos jours, mais l'ingénieur Kennedy ayant émis l'avis que la barque du découvreur n'aurait pu remonter le courant Sainte-Marie à la rame, les historiens d'alors en ont conclu qu'il avait dû mettre pied à terre vers le pied de la rue Desery et la Société d'Archéologie a fait graver la plaque suivante qui devait être placée sur la berge du fleuve à cet endroit :

Lors de la première visite d'Hochelaga, Jacques Cartier, dit-on, débarqua ici le 2 octobre 1535.

L'hon. J.-D. Rolland s'était inscrit comme donateur de ce memento, mais une controverse s'étant élevée par la suite au sujet de l'endroit d'atterrissage de Jacques Cartier, ainsi qu'on a vu dans les notes relatives à la plaque No 115, ce projet fut abandonné.

No 3-a)—Jacques Cartier au Mont-Royal

On sait également qu'au cours de sa visite à Hochelaga, Jacques

Cartier fut conduit, par les habitants de cette bourgade, sur le haut de la montagne avoisinante qu'il dénomma « Mont-Royal » à cause de la beauté du paysage qui s'offrait à sa vue.

La Société d'Archéologie a voulu rappeler le souvenir de cet événement par l'érection d'une de ses plaques historiques attribuée à l'avocat David-R. McCord et qui devait être posée sur le côté nord de l'observatoire installé au sommet de la montagne. Le texte en langue anglaise se traduisait ainsi :

(Traduction) : Du haut de cette montagne, Jacques Cartier admira le paysage — 1535 — et lui donna le nom de « Mont Royal ».

Cette plaque ne fut jamais installée.

No 4-a) — Le village indien d'Hochelaga

Nous avons vu au No 68 des Fastes Historiques que la Commission des Lieux et Monuments Historiques du Canada a fait ériger une de ses plaques commémoratives sur un mégalithe placé près du musée McCord aux fins d'indiquer l'endroit présumé, mais discuté, de l'emplacement qu'occupait le village indien visité par Jacques Cartier en 1535.

Le Dr William Hingston, dont la maison de résidence était située à l'angle sud des rues Sherbrooke et Metcalfe, sur le lieu présumé de cette bourgade, s'inscrivit comme donateur d'une plaque de la Société d'Archéologie destinée à en rappeler le souvenir et la fit apposer sur les dépendances de cet édifice, mais elle a été enlevée lors de leur démolition. Elle se lisait ainsi :

(Traduction) : Emplacement d'un important village Indien qu'on présume être Hochelaga, visité par Jacques Cartier en 1535.

Cette plaque a été tout récemment refaite et placée sur une autre partie du même immeuble.

No 5-a)—Samuel de Champlain

Nous avons vu, dans les notes relatives à la plaque No 2 (Le berceau de Montréal), que Samuel de Champlain, fondateur du Canada, avait séjourné, dès le mois de mai 1611, à l'endroit nommé par lui « Place Royale » ; c'est ce même endroit que Paul de Chomedey de Maisonneuve choisit trente ans plus tard pour l'établissement de sa colonie. Il ne faudrait donc pas croire que cette « Place Royale » de Champlain est celle que nous connaissons aujourd'hui sous ce nom et que nos ancêtres nommaient « Place du Marché » tel qu'indiqué au No 15 de nos Fastes Historiques.

Champlain nous dit à ce sujet, au chapitre II de son Troisième voyage, fait en l'année 1611, qu'il y fit construire « une muraille de quatre pieds d'épaisseur et 3 à 4 de haut, et 10 toises de long pour voir comme elle se conserverait durant l'yuer. »

La Société d'Archéologie a voulu rappeler ce fait historique en posant une de ses plaques de marbre, offerte par G.-W. Wicksteed, sur la porte d'entrée de l'ancien édifice de la douane, à la pointe qui marque la rencontre de la rue de la Commune avec celle des Commissaires (voir le No 2). Elle a été détruite sous l'action des intempéries mais elle se lisait comme suit :

(Traduction) : Cet endroit fut choisi et nommé en 1611
« La Place Royale » par Samuel de Champlain, fondateur du
Canada.

N'y aurait-il pas lieu de la reconstituer afin de faire revivre la visite de Champlain à Montréal et sa vision prophétique de son établissement ?

No 6-a)—La fondation de Montréal

Sur l'autre chambranle de la porte d'entrée de l'ancien édifice de la douane (angle des rues de la Commune et des Commissaires), une autre plaque de marbre, offerte par W.-D. Lighthall, avait également été installée par les soins de la Société d'Archéologie aux fins de consacrer le lieu de la fondation de Montréal. Elle se lisait comme suit :

(Traduction) : Près de cet endroit, les Fondateurs de Montréal débarquèrent sous la conduite de Paul de Chomedey, sieur de Maisonneuve, le 18^e jour de Mai 1642. Leur premier acte fut d'y célébrer un service religieux.

Comme la plaque précédente, celle-ci a été détruite par l'eau qui se congelait entre elle et le mur de l'édifice ; mais elle a été remplacée par celle que nous avons indiquée au No 2 de nos Fastes Historiques comme étant l'oeuvre de la Commission des Lieux et Monuments Historiques.

No 7-a)—Le fondateur de Montréal

Nous avons vu, à la suite des commentaires accompagnant la plaque No 15, qu'une tablette de marbre avait été offerte par l'hon. Edward Murphy et installée sur les ruines de l'édifice où Paul de Chomedey de Maisonneuve aurait habité à titre d'hôte des Messieurs de Saint-Sulpice sur la rue Saint-Paul en face de l'ancienne place du Marché, aujourd'hui Place Royale, mais qu'elle a disparu lors de la reconstruction de l'édifice actuel. Le texte, qui nous en a été conservé, se lisait comme suit :

(Traduction) : Sur ces fondations s'élevait le premier Manoir de Montréal. Construit en 1657, incendié en 1852, reconstruit en 1855. Ce fut le Séminaire de St-Sulpice, de 1661 à 1712. Résidence de M. de Maisonneuve, gouverneur de Montréal, et de Pierre Raimbault, lieutenant général civil et criminel.

Il existe cependant des doutes sérieux sur l'exactitude de la date de cette construction et sur le fait que M. de Maisonneuve y aurait séjourné. N'a-t-il pas habité le fort de Montréal jusqu'à son départ de la colonie ?

No 8-a)—Le fort de Ville-Marie

Par les soins d'Honoré Beaugrand, fondateur du journal *La Patrie* et maire de Montréal, une plaque de marbre avait été posée par la Société d'Archéologie au coin sud de la Place d'Youville et de la rue du Port pour marquer l'endroit où M. de Maisonneuve érigea le fort de Montréal et où M. de Callières établit ensuite sa résidence. Elle se lisait comme suit :

Site du Fort de Ville-Marie. Première résidence des fondateurs de Montréal. Construit en 1642, démoli en 1684. Remplacé par la maison de M. de Callières 1686.

Cette plaque étant disparue, la compagnie Ogilvie, dont les bureaux occupent le coin est des mêmes rues, en fit poser une autre sur son édifice ; le texte en est reproduit au No 3 de nos *Fastes Historiques*.

No 9-a)—Louis d'Ailleboust de Coulonge

Un des premiers collaborateurs de Maisonneuve dans l'établis-

sement de Montréal fut son compatriote Louis d'Ailleboust qui débarquait en Nouvelle-France, avec sa femme Barbe de Boullogne, au mois d'août 1643. Gouverneur intérimaire de Ville-Marie en 1645, il fut choisi par Mazarin comme successeur de M. de Montmagny et devint ainsi le troisième gouverneur de la Nouvelle-France, de 1648 à 1651.

Ayant résidence à Québec pendant ce terme d'office, il y acquit la terre de Coulonge qui fut plus tard érigée en Chatellenie et qu'on connaît aujourd'hui sous le nom de *Spencer Wood*, résidence officielle de notre lieutenant-gouverneur. Revenu à Montréal en 1658 avec M. de Queylus et 60 colons, il y mourut le 31 mai 1660, sans laisser de postérité, et sa veuve entra chez les Ursulines à Québec.

Une tablette commémorative avait été commandée au marbrier Reid, par la Société d'Archéologie, en mémoire de ce citoyen distingué, et devait être placée sur l'ancien édifice de la douane à l'endroit qu'occupait le Fort de Montréal où M. d'Ailleboust avait résidé lors de son arrivée, mais elle n'y a jamais été installée. Elle se lisait ainsi :

Le Chevalier Louis d'Ailleboust de Coulonge, l'un des principaux défenseurs de Ville-Marie dont il fut gouverneur particulier de 1645 à 1647. Quatrième gouverneur de la Nouvelle-France de 1648 à 1651. Décédé le 31 mai 1660.

NOTE—En l'indiquant comme quatrième gouverneur de la Nouvelle-France, l'auteur de cette inscription tenait compte de Marc-Antoine Bras-de-fer de Châteaufort qui fut *Administrateur* de la colonie depuis le 25 décembre 1635, date de la mort de Champlain, jusqu'à l'arrivée de son successeur Charles Huault de Montmagny le 11 juin 1636.

No 10-a)—Congrégation de Notre-Dame

Au No 36 des Fastes Historiques, nous signalions l'ancien emplacement de la Congrégation de Notre-Dame, fondée en 1658 par Marguerite Bourgeoys, comme étant l'un des endroits historiques les

plus importants de Montréal puisqu'il renfermait, outre ce vénérable établissement, l'église de Notre-Dame-de-Pitié où Jeanne Le Ber vécut en recluse volontaire pendant vingt années et la chapelle de Notre-Dame-de-la-Victoire érigée en action de grâces du salut de la colonie en 1711.

Nous proposons alors d'y ériger une pyramide commémorative, en vue de remplacer et compléter les indications que contenait une plaque de marbre offerte par la Banque d'Hochelaga (aujourd'hui Banque Canadienne Nationale) et placée sur la rue Notre-Dame près de la porte cochère qui donnait accès à cet immeuble en face de la rue Saint-Laurent.

Cette plaque a disparu dans la démolition des bâtisses expropriées par la ville de Montréal en 1913. Elle portait l'inscription suivante :

Congrégation Notre-Dame, fondée par Marguerite Bourgeoys. Couvent construit en 1686. Jeanne Le Ber y vécut en réclusion de 1695 à 1714. Chapelle construite en 1692, rebâtie en 1769 et 1823.

No 11-a)—Notre-Dame-de-la-Victoire

La chapelle érigée par les citoyens de Ville-Marie en reconnaissance du salut de la colonie par l'intercession de la Vierge Marie lors de l'invasion de l'amiral Walker en 1711, était située sur le terrain de la Congrégation Notre-Dame, côté ouest du prolongement de la rue Saint-Laurent, à 60 pieds au sud de la rue Notre-Dame.

On y avait accès par la porte cochère ouvrant sur cette rue et la Société d'Archéologie y avait placé une de ses plaques de marbre offerte par l'honorable Louis Beaubien. Elle se lisait comme suit :

Notre-Dame-de-la-Victoire, bâtie en mémoire de la destruction de la flotte de Sir Hovenden Walker sur l'Isle aux Oeufs le 22 août 1711.

Cette plaque a été recueillie par les Révérendes Soeurs de la Congrégation lors de la démolition de la chapelle.

No 12-a) — La côte Saint-Lambert

Les survivants de la génération passée se rappellent que cette partie de la rue Saint-Laurent qui montait de la rue Craig portait autrefois le nom de « Côte Saint-Lambert » jusqu'à la rue Notre-Dame où elle se butait à l'immeuble des Religieuses de la Congrégation.

C'est à cet endroit que le vaillant Lambert Closse trouva la mort en défendant les colons de Ville-Marie contre une attaque des Iroquois le 6 février 1662 et c'est en son honneur que le nom de son saint patron fut donné à cette rue.

La Société d'Archéologie a fait poser une de ses plaques de marbre, aux fins d'en rappeler le souvenir, sur une bâtisse aujourd'hui démolie et remplacée par l'édifice Thémis, à l'angle sud des rues Saint-Jacques et Saint-Laurent. Elle se lisait comme suit :

(Traduction) : Près de cet endroit, Raphaël-Lambert Closse, premier major de Ville Marie, tomba bravement en défendant des colons attaqués par les Iroquois le 6 février 1662. C'est en son honneur que la Côte Saint-Lambert a reçu ce nom.

No 13-a) — La citadelle de Ville-Marie

A l'extrémité est du territoire de Ville-Marie s'élevait une colline qui obstruait la continuation de la rue Notre-Dame mais que con-

tournait la rue Saint-Paul (alors dénommée rue Saint-Martin à cet endroit).

MM. de Maisonneuve et d'Ailleboust utilisèrent cette hauteur pour y ériger, dès l'année 1660, un fort d'observation et de défense, ainsi qu'un moulin à moudre le grain. Une enceinte fortifiée y fut construite en 1690 ; une batterie de canons y fut installée en 1723, et l'endroit prit le nom de « Citadelle », tandis que les magasins du Roi et la Canoterie royale s'étendaient à sa base jusqu'au fleuve Saint-Laurent.

Lors de la démolition des murs de Montréal, cette fortification n'avait plus raison d'exister. Lord Dalhousie, gouverneur du Canada, la fit raser en 1821 et donna son nom au square qui fut aménagé sur son emplacement. Soixante ans plus tard, la compagnie de Chemin de Fer du Pacifique Canadien en faisait le point de départ de sa route transcontinentale et, répondant à l'invitation de la Société d'Archéologie, cette compagnie voulut marquer l'endroit d'une plaque de marbre qui rappelait ces événements et qui devait être posée à l'angle de la place Dalhousie et de la rue de Berri, mais qui n'a pas été installée ; elle fut remplacée plus tard par celle que nous avons décrite au No 53 des Fastes Historiques. La plaque originale se lisait ainsi :

(Traduction) : Sur ce square s'élevait la Citadelle de Ville-Marie construite en 1690 sur l'emplacement du fort érigé par Maisonneuve et d'Ailleboust en 1660. Batterie royale en 1723. Nivelée et offerte à la Cité par Lord Dalhousie, gouverneur général en 1821. Près de son angle nord-est se trouvait la Porte Saint-Martin ou Porte de Québec. Ethan Allen y entra comme prisonnier de guerre en 1775. Le vieil Arsenal français et le mur des Fortifications furent démolis et firent place à la Station de Chemin de Fer du Pacifique Canadien en 1881.

No 14-a)—Cavelier de La Salle

Le principal établissement du découvreur de la Louisiane était à Lachine ainsi qu'on a vu aux Nos 78, 79 et 80 des Fastes Historiques, mais il a aussi vécu à Montréal dans une maison située sur le côté nord-ouest de la rue Saint-Paul près de la rue Saint-Pierre, qu'il avait louée de Claude Robutel de Saint-André par acte passé devant Basset, notaire, le 11 novembre 1668.

La Société d'Archéologie a voulu rappeler son séjour en cette ville en lui consacrant une de ses plaques de marbre qui n'a cependant pas été mise en place. Elle se lisait comme suit :

(Traduction) : Ici vécut René Robert Cavelier, sieur de La Salle, 1668.

No 15-a)—Eglise et résidence des Jésuites

Les Jésuites ont toujours été d'admirables pionniers dans le développement spirituel, intellectuel et matériel de notre pays. Missionnaires et martyrs, ils se sont dévoués à la conversion des Sauvages ; historiens des faits et gestes de nos colonisateurs, de nos découvreurs et de nos combattants, ils nous en ont conservé le récit dans leurs *Relations* ; organisateurs de paroisses et constructeurs d'églises, ils ont puissamment collaboré à l'expansion merveilleuse du Canada français.

Aussi convenait-il d'évoquer le souvenir de leur premier établissement à Montréal sur les lieux actuellement occupés par le Palais de Justice, l'hôtel de ville et le Champ de Mars. Une des plaques de marbre de la Société d'Archéologie avait été souscrite à cet effet par Charles Berger, entrepreneur des travaux d'agrandissements du Palais de Justice en 1890-1894, mais elle n'y a jamais été installée. Elle se lisait comme suit :

(Traduction) : Ici s'élevait l'église, la chapelle et la résidence des Pères Jésuites, construits en 1692. Occupés comme quartiers généraux de l'armée en 1800, brûlés en 1803. Charlevoix, Lafitau et autres ont séjourné ici. Sur la place qui s'étend en face, quatre Iroquois ont souffert le supplice du bûcher, à titre de représailles, sur ordre de Frontenac, en 1696.

En substitution de cette plaque, deux autres, que nous avons reproduites aux Nos 42 et 43 de nos *Fastes Historiques*, ont été placées par la Commission des Monuments Historiques du Québec sur l'édifice du vieux Palais de Justice.

No 16-a)—L'oeuvre des Frères Charon

Nous avons vu au No 4 des *Fastes Historiques* que la révérende Soeur d'Youville a fondé sa communauté des Soeurs Grises en continuation de l'oeuvre entreprise par François Charon de la Barre et ses deux associés sous le nom de Frères Charon, 55 ans auparavant.

Il convenait assurément de rappeler le geste humanitaire de ces modestes bienfaiteurs qui avaient établi, dès l'année 1692, un hospice et un hôpital pour les nécessiteux dans le prolongement de la rue Saint-Pierre, bientôt suivi de la fondation d'une école pour les garçons, mais qui se virent obligés de l'abandonner faute d'autorisation ecclésiastique.

Aucun parrain ne s'étant présenté comme donateur de ce memento qui devait être placé au coin de la Place d'Youville et de la rue Saint-Pierre, rappelons du moins les noms de ces hommes de bien en en citant l'inscription :

Site du premier hôpital général de Montréal, fondé en 1692 par les Frères Charon (François Charon de la Barre, Jean Fredin et Pierre Le Ber). Première école normale du Canada. Cédé aux Soeurs Grises en 1747.

No 17-a)—La famille Le Moyne

On pourrait difficilement concevoir que l'endroit où vécurent les membres d'une famille aussi illustre que celle de Charles Le Moyne n'ait pas été marqué d'une plaque historique.

La Société d'Archéologie en avait fait préparer une par le marbrier Reid et Madame Thomas Ryan en avait souscrit le coût, mais elle n'a jamais été complétée, sans doute à cause de la longueur du texte. Elle se lisait comme suit :

Ici était la résidence de Charles Le Moyne, l'un des compagnons de Maisonneuve. Parmi ses enfants,
Charles, premier baron de Longueuil
Jacques, sieur de Sainte-Hélène
Pierre, sieur d'Iberville
Paul, sieur de Maricourt
François, sieur de Bienville I
Joseph, sieur de Sérigny
François-Marie, sieur de Sauvole
Louis, sieur de Châteauguay I
Jean-Baptiste, sieur de Bienville II
Gabriel, sieur d'Assigny
et Antoine, sieur de Châteauguay II,
illustrèrent la colonie.

Notons cependant que le sieur de Sauvole n'était pas apparenté à cette famille et qu'outre les fils nommés ci-dessus il y eut deux filles : Catherine-Jeanne mariée à Pierre Payan de Noyan et Marie-Anne mariée au sieur de la Chassigne. Un autre enfant anonyme est né en 1672.

No 18-a)—Iberville, terreur des Anglais

Le 20 juillet 1661, naissait à Montréal le troisième fils de Charles Le Moyne ; il devait s'illustrer dans l'histoire de la Nouvelle-Fran-

ce par ses victoires navales dans la baie d'Hudson, à Terre-Neuve, dans le golfe du Mexique et aux Antilles, au point d'être surnommé : *Terreur des Anglais*.

Dès l'âge de vingt-cinq ans, il accompagnait le chevalier de Troyes dans son expédition à la baie d'Hudson et prenait le commandement de la troupe au départ de celui-ci pour Montréal au mois d'octobre 1686. En 1689, il s'emparait du vaisseau *Hampshire* ; en 1690 il capturait le fort Severn et en 1694 le fort Nelson ; en 1696 il attaquait Pemaquid en Acadie et s'emparait de Saint-Jean de Terre-Neuve. De retour à la baie d'Hudson en 1697, il mettait en fuite une flotte anglaise fort supérieure, et reprenait le fort Nelson. Chargé de découvrir l'embouchure du Mississippi en 1699, il y établit une colonie, construisit un fort à l'endroit qui devait servir de berceau à la Nouvelle-Orléans et fut nommé premier gouverneur de la Louisiane en 1704.

Chargé d'une expédition aux Antilles, en 1706, il s'empara des îles Nevis et Saint-Christophe, mais mourut de la fièvre jaune dans le port de La Havane à Cuba le 9 juillet 1706.

Nous avons indiqué au No 16 des Fastes Historiques la modeste plaque de la Commission des Lieux et Monuments Historiques du Canada, inaugurée par la Mission Française de La Salle en 1937. Voici le texte de celle que la Société d'Archéologie avait préparée et fait souscrire par M. G.-H. Matthews en 1892, mais qui n'a jamais été mise en place ; elle était en langue française :

Ici est né en 1661, Pierre Le Moyne, sieur d'Iberville, chevalier de Saint-Louis. Soumit la Baie d'Hudson à la France en 1697, découvrit l'embouchure du Mississippi en 1699. Premier gouverneur de la Louisiane en 1700. Décédé à la Havane en 1706.

No 19-a)—Le fondateur de la Nouvelle-Orléans

Jean-Baptiste Le Moyne, sieur de Bienville (second de ce nom), était le onzième enfant de Charles Le Moyne, compagnon de Maisonneuve. Il s'illustra dans les combats dont son frère Pierre, sieur d'Iberville, fut le héros principal et il l'accompagna dans les établissements français du golfe du Mexique.

C'est à lui qu'on doit la fondation de la ville de Nouvelle-Orléans ; la majeure partie de sa vie fut consacrée au développement de cette région. Il fut gouverneur de la Louisiane à trois reprises. Remplacé dans cette charge par le marquis de Vaudreuil en 1743, il fut rappelé en France et mourut à Paris en 1768.

Une plaque de marbre offerte par A. Le Moyne de Martigny, descendant collatéral de cette famille, devait être posée par la Société d'Archéologie sur l'emplacement de la maison Le Moyne, rue Saint-Paul près de Saint-Sulpice, mais ce projet n'a pas été mis à exécution. Le texte s'en lisait comme suit :

Jean-Baptiste Le Moyne, sieur de Bienville, né en 1680. En compagnie de son frère d'Iberville, découvre les Bouches du Mississipi le 2 mars 1699. Fonda la Nouvelle-Orléans 1717. Gouverneur de la Louisiane pendant 40 ans. Décédé à Paris, 1768.

No 20-a)—Les avatars du château de Ramezay

Nous avons fait mention, au No 54 des Fastes Historiques, d'une plaque de la Société d'Archéologie, souscrite par J.-A.-U. Baudry, aux fins d'évoquer les principaux événements relatifs au Château de Ramezay, mais disparue et remplacée par d'autres qui sont plus au point.

Nous croyons intéressant d'en reproduire le texte en vue d'apporter quelques précisions additionnelles à l'histoire d'un des édifi-

ces historiques les plus intéressants qui nous restent du régime français :

Le Château de Ramezay, construit par Claude de Ramezay vers 1705. Propriété de la Compagnie des Indes 1745. Quartiers généraux de l'armée des Bostonnais 1775-1776. Résidence officielle des Gouverneurs anglais 1762-1849. Le Conseil Spécial y siégea de 1837 à 1841.

Cette plaque avait été posée sur l'édifice du Château de Ramezay, mais elle fut enlevée lors des travaux de réfection de son mur extérieur.

No 21-a)—Le mur des Fortifications

Pour protéger sa ville contre les attaques des Anglais et des Iroquois, le gouverneur Claude de Ramezay fit construire en 1722, par l'ingénieur Joseph-Gaspard Chaussegros de Léry, élève de Vauban, un mur en maçonnerie de 4 pieds d'épaisseur à la base et 3 au sommet, sur une hauteur de 18 pieds, avec bastions, courtines et fossés suivant l'art des fortifications inauguré par son maître.

Ce mur descendait sur le côté ouest de la rue Saint-Augustin, (aujourd'hui McGill), tournait vers l'est en suivant la grève du fleuve dans la ligne de la rue des Commissaires jusqu'à une centaine de pieds au delà de la rue de Berri, remontait jusqu'au ruisseau qui forme aujourd'hui le lit de la rue Craig, et le longeait, ainsi que la ruelle des Fortifications qui en a gardé le nom jusqu'au point de départ. Onze portes y donnaient accès sur le fleuve et trois sur la campagne, à l'est, au nord et à l'ouest respectivement, dénommées porte Saint-Martin (ou de Québec), porte Saint-Laurent et porte des Récollets.

La Banque de Montréal s'était inscrite comme donatrice d'une

plaque commémorative de ce mur ; elle devait être posée sur son édifice qui enjambe la ruelle des Fortifications et se lisait comme suit :

(Traduction) : Les fortifications en pierre de Ville-Marie s'étendaient du square Dalhousie, à travers ce lieu, jusqu'à la rue McGill et de là au sud jusqu'à la rue des Commissaires, puis le long de cette rue jusqu'au square ci-dessus mentionné. Commencées en 1721 par Chaussegros de Lery, démolies en 1817.

Cette plaque ne fut jamais complétée.

No 22-a) — La découverte des Montagnes-Rocheuses

La carrière aventureuse et dure de Pierre Gaultier de Varennes, sieur de La Vérendrye (1685-1749), qui s'auréole de la découverte des Montagnes-Rocheuses, méritait largement que son nom fut rappelé par l'apposition d'une plaque commémorative à l'endroit où il vécut sur la rue Saint-Sulpice, à Montréal.

Né aux Trois-Rivières en 1685, il fit du service militaire en Europe mais revint bientôt au Canada pour y commencer cette vie plus dangereuse encore que celle des champs de bataille au milieu des tribus indiennes. Ses randonnées dans les plaines du Nord-Ouest le conduisirent en 1743 au pied des Montagnes-Rocheuses qu'aucun homme blanc n'avait encore entrevues.

La plaque préparée en son honneur par la Société d'Archéologie n'a jamais été mise en place ; elle se lisait comme suit :

Ici vécut Pierre Gauthier de Varennes, sieur de La Vérendrye, né aux Trois-Rivières le 18 novembre 1685. Se distingua à la bataille de Malplaquet en 1709 ; commanda le poste du lac Nepigon 1725 ; découvrit le Nord-Ouest et les Montagnes-Rocheuses en 1743.

Le gouvernement de la province de Québec a du moins témoigné sa gratitude à ce grand explorateur en lui élevant une statue sur la façade de son palais législatif.

No 23-a) — La bataille de la Monongahéla

Une plaque de marbre avait été préparée par la Société d'Archéologie pour marquer le lieu de naissance de Daniel-Hyacinthe-Marie Liénard de Beaujeu (1711-1755), capitaine des troupes de la Marine qu'il commandait à la défense du fort Duquesne, sur le bord de la rivière Monongahéla, le 9 juillet 1755.

M. de Beaujeu ayant été tué dès le commencement de l'action, ce fut le capitaine Dumas qui rallia les troupes et réussit à vaincre l'ennemi qui comptait des forces trois fois supérieures sous le commandement du général Braddock et du colonel Georges Washington.

Cette plaque, offerte par une petite nièce du capitaine mort au champ d'honneur, devait être posée sur la maison natale de ce dernier au coin des rues Saint-Antoine et Sainte-Cécile, mais ne l'a jamais été. Elle se lisait comme suit

Ici est né, le 19 août 1711, Daniel-Hyacinthe-Marie Liénard de Beaujeu, le héros tué à la Monongahéla le 9 juillet 1755. Georges Washington faisait partie de l'armée défaite.

No 24-a) — Le camp du général Amherst

Lorsque l'armée anglaise vint mettre le siège devant Montréal après la chute de Québec, le général en chef sir Jeffery Amherst, venu par le sud, établit son camp à la hauteur de la rue Sherbrooke et du chemin de la Côte-des-Neiges, tandis que le général Murray, venu

de Québec, se plaçait vers l'encoignure des rues Sherbrooke et du Parc. Le plan de Labrosse, dressé en 1761, leur assigne cependant des endroits différents.

La Société d'Archéologie a voulu marquer l'emplacement du camp d'Amherst en plaçant une de ses plaques, offerte par Gerald-E. Hart, sur l'extrémité est du mur de pierre qui entoure le terrain du collège de Montréal. Elle est aujourd'hui disparue et le texte seul en a été conservé :

(Traduction) : Cette plaque est érigée pour rappeler la mémoire du camp de l'armée Britannique établi près de cet endroit sous le commandement du Major-général Sir Jeffrey Amherst et la dernière étape de la conquête du Cap Breton et du Canada par la capitulation de Montréal et, par suite, de la Nouvelle-France le 8 septembre 1760.

No 25-a)—La maison de la capitulation

Une tradition qui avait cours à la fin du siècle dernier disait que la capitulation du 8 septembre 1760, qui livrait Montréal (et par suite tout le Canada) à l'armée anglaise, avait été signée dans une vieille maison de pierres, alors en ruines, située dans le haut du Chemin de la Côte-des-Neiges. On peut voir une aquarelle de cette maison pseudo-historique au musée du Château de Ramezay.

Faisant écho à cet avancé, sir Hugh Graham, propriétaire du journal *Star*, s'inscrivit comme souscripteur d'une des plaques de marbre de la Société d'Archéologie, aux fins de rappeler cet événement, mais deux membres éminents de cette société, Gerald-E. Hart et J.-A.-U. Baudry, s'étant inscrits en faux contre l'exactitude de cet avancé, ce memento ne fut jamais mis en place. Il se lisait comme suit :

(Traduction) : Une tradition affirme que la Capitulation de Montréal a été signée ici le 8 septembre 1760.

No 26-a)—Le camp du général Murray

James Murray commandait l'aile gauche de l'armée anglaise à la bataille des Plaines d'Abraham. Investi du commandement général du Canada après la capitulation de Québec, il assista le général Amherst au siège de Montréal en 1760 et fut mis en charge du gouvernement du Canada sous le régime militaire. Nommé premier gouverneur civil de la colonie en 1764, il s'opposa aux mesures de répression réclamées par les envahisseurs mercantiles contre la population canadienne-française et, de ce chef, encourut leurs hostilités au point d'avoir à se justifier de leurs accusations en Angleterre. Ayant été honorablement acquitté, il conserva sa charge de gouverneur jusqu'en 1768. Ses appels à la justice en faveur de l'élément de langue française au Canada ont fortement contribué à l'adoption de l'Acte de Québec en 1774.

La part qu'il a prise aux opérations qui ont amené la capitulation de Montréal en venant opérer sa jonction avec Amherst à la tête des troupes venues de Québec, a été rappelée dans une des plaques de marbre de la Société d'Archéologie offerte par James Crathern et posée sur sa propriété à l'angle ouest de la rue Sherbrooke et de l'avenue du Parc ; elle se lisait comme suit, mais est aujourd'hui disparue :

(Traduction) : Le major-général James Murray, commandant de brigade sous Wolfe à Québec en 1759 et ensuite premier gouverneur Anglais du Canada, campait sur ce plateau avec la deuxième division de l'armée d'Amherst lors de la reddition de Montréal et du Canada tout entier, le 8 septembre 1760.

No 27-a)—Le premier gouverneur anglais de Montréal

Le général Thomas Gage (1721-1787) accompagnait Brad-

dock à la bataille de la Monongahéla en 1755, Abercrombie à celle de Carillon (Ticonderoga) en 1758 et Amherst à la capitulation de Montréal en 1760. Il fut alors investi du gouvernement de cette ville et s'y fit remarquer par sa grande déférence envers les Canadiens français.

A l'expiration de son terme d'office en 1763 il fut nommé commandant en chef des forces britanniques en Amérique du Nord et gouverneur du Massachusetts en 1774, poste qu'il occupait à l'écllosion de la révolution américaine.

Une plaque de marbre, offerte par l'hon. J.-K. Ward, fut érigée en son honneur par la Société d'Archéologie sur le poste de pompiers du square Dalhousie, en retrait des rues Notre-Dame et de Berri, mais elle a disparu lors de la démolition de cette bâtisse pour faire place à l'ancien hôpital Notre-Dame. En voici le texte :

(Traduction) : Le général de brigade Thomas Gage, commandant en second sous Amherst. Premier Gouverneur Britannique de Montréal 1760. Dernier gouverneur britannique du Massachusetts 1775.

No 28-a)—Le général Burton

Lorsque le sort des armes fit passer le Canada sous la domination anglaise, le général Murray fut investi du gouvernement de Québec, le général Gage de celui de Montréal et le général Burton de celui des Trois-Rivières. A l'expiration du terme d'office de Gage en 1763, Burton fut promu au gouvernement de Montréal et chargé l'année suivante du commandement des troupes de la division Nord.

On dit que la victoire des Plaines d'Abraham, en 1759, est en grande partie attribuable aux opérations qu'il a dirigées suivant les instructions de Wolfe mortellement blessé.

Une plaque avait été placée à l'endroit où ce général habitait

à Montréal sur la rue Saint-Paul, vis-à-vis l'emplacement du marché Bonsecours, mais la maison qui la portait ayant été détruite, ce memento a disparu ; il se lisait comme suit :

(Traduction) : Lieu de la résidence du général Ralph Burton, deuxième gouverneur de Montréal, 1763. Il exécuta, sur les Plaines d'Abraham, suivant les instructions de Wolfe moribond, les opérations militaires qui ont décidé du sort de la journée.

No 29-a)—L'armée américaine à Montréal

Lorsque le Congrès des Treize Etats de la Nouvelle-Angleterre eut décidé de secouer le joug colonial, il adressa un appel aux Canadiens de langue française pour les engager à se joindre à leur révolte. N'ayant pas reçu l'encouragement qu'il en espérait, il se décida quand même à porter la guerre au Canada, dépêchant Arnold pour s'emparer de Québec par voie de terre et Schuyler vers Montréal.

Ce dernier étant soudainement tombé malade, il fut remplacé par son brigadier général Richard Montgomery qui s'empara successivement des forts de Chambly et de Saint-Jean, puis de Montréal, que le gouverneur Carleton venait d'évacuer, en novembre 1775.

La maison d'Amable Foretier, à l'angle est des rues Notre-Dame et Saint-Pierre, était une des plus luxueuses de l'endroit et le général américain s'y retira avec son état-major pendant leur séjour en cette ville avant de se rendre à Québec où il devait trouver la mort le 31 décembre suivant en cherchant à opérer sa jonction avec Arnold.

Une plaque de marbre, offerte par Louis-Joseph-Amédée Papi-neau qui avait épousé une Américaine pendant son exil aux Etats-Unis après l'échec de l'insurrection de 1837, fut placée sur cette

maison par la Société d'Archéologie, mais elle a disparu lors de la démolition de cet édifice en 1941. Elle se lisait comme suit :

Maison Foretier 1767. Quartiers-généraux des officiers américains, 1775-1776.

No 30-a)—Montréal au pouvoir des Américains

Peu de citoyens des Etats-Unis savent peut-être que, lors de la révolte des Treize Etats qui ont proclamé, mais surtout accompli, l'indépendance de l'Union Américaine, un appel fut fait aux Canadiens de prendre part à ce mouvement et que trois commissaires, dépêchés à cet effet par le nouveau Congrès, vinrent prêcher l'évangile de Liberté à notre peuple.

Le général de brigade Wooster avait investi Montréal et établi ses quartiers-généraux au Château de Ramezay où les commissaires Franklin, Chase et Carroll vinrent le rejoindre pour se concerter sur les mesures à prendre. Cette habile tactique n'eut cependant qu'une durée de quelques mois, les Canadiens français ayant refusé de trahir leur nouvelle allégeance, et les envoyés du Congrès se hâtèrent de reprendre la route de leurs foyers, suivis à brève échéance par l'armée d'invasion.

Une plaque de marbre destinée à rappeler ces événements fut souscrite par M. J.-H. Starnes et devait être posée sur le Château de Ramezay, siège des activités américaines, mais elle est restée en plan ; le texte se lisait comme suit :

(Traduction) : En 1775, le général de brigade Wooster tenait ses quartiers-généraux dans ce château. En 1776, sous le général Benedict Arnold, les Commissaires du Congrès, Benjamin Franklin, Samuel Chase et Charles Carroll de Carrollton y tenaient leurs réunions.

No 31-a) — Alexander Henry

Né à New-Brunswick, dans l'Etat du New-Jersey, en 1739, ce jeune Ecossais s'enrôla dans l'armée du général Amherst en marche vers Montréal à la conquête du Canada en 1760.

Dès que la capitulation fut signée, Henry s'établit dans cette ville, mais partit bientôt vers le Nord-Ouest en vue de faire fortune dans le commerce des fourrures, à l'exemple des « coureurs de bois » du régime français. Fait prisonnier des Ojibways à Michillimakinac, il réussit à s'échapper après un an de captivité et poursuivit ses opérations commerciales avec un sien neveu portant le même nom. Tous deux se sont associés avec Frobisher et McTavish dans la fondation de la Compagnie du Nord-Ouest et ont acquis une belle aisance ; tous deux ont écrit leurs mémoires, le premier sous le titre de *Travels and adventures in Canada and the Indian territories, between the years 1760 and 1776* et le second sous celui de *New light on the early history of the greater North West*.

Une plaque commémorative avait été posée, par les soins de la Société d'Archéologie, sur la maison qu'occupait ce grand voyageur sur le côté ouest de la rue Saint-Urbain près de la rue Craig, mais elle a disparu lors de la démolition de cette bâtisse ; elle se lisait comme suit :

(Traduction) : Ici vécut, de 1760 à 1824, Alexander Henry, voyageur, auteur et trafiquant de fourrures.

No 32-a) — Sir Alexander Mackenzie

Un adolescent de 16 ans, originaire d'Ecosse, arrivait à Montréal en 1779 et devait s'illustrer dans son pays d'adoption, tant par ses voyages de découvertes que par son succès dans le commerce des fourrures. Il se nommait Alexander Mackenzie et se mit bientôt

au service de la Compagnie du Nord-Ouest qui lui confia un poste important au lac Athabaska en 1788.

C'est de là qu'il conduisit, dès l'année suivante, une expédition qui atteignit l'océan Arctique par un fleuve auquel il donna son nom et que, quatre ans plus tard, il traversait les Montagnes-Rocheuses et découvrait la côte de l'océan Pacifique le 22 juillet 1793.

Il a publié le récit de ses découvertes en 1801 dans un précieux volume intitulé *Voyages from Montreal on the river St. Lawrence through the continent of North America to the Frozen and Pacific oceans in the years 1789 and 1793*. Il fut créé chevalier en récompense de ses éminents services.

La résidence qu'il occupait à Montréal au haut de la rue Simpson étant devenue la propriété de William Smith, celui-ci devait y faire poser, par la Société d'Archéologie, une plaque de marbre qui se lisait comme suit :

(Traduction) : Emplacement de la résidence de Sir Alexander Mackenzie, découvreur de la rivière Mackenzie en 1793 et premier Européen à traverser les Montagnes Rocheuses.

Ce projet n'a jamais été réalisé.

No 33-a) — L'explorateur Simon Fraser

Né aux Etats-Unis, de parents catholiques, vers 1776, Simon Fraser entra au service de la Compagnie du Nord-Ouest, à Montréal, en 1792. Mis en charge des opérations de cette compagnie au delà des Montagnes-Rocheuses, il explora en 1808 le versant occidental du continent jusqu'à l'embouchure de la rivière qui porte aujourd'hui son nom. On peut lire le journal de ses explorations dans l'ouvrage de L.-R. Masson : *Les bourgeois de la Compagnie du Nord-Ouest*.

Une plaque de la Société d'Archéologie, offerte par MM. Taylor et Lindsay, devait être érigée à l'endroit où il habitait rue Saint-Gabriel, en face du poste de pompiers, au sud de la rue Notre-Dame ; elle portait le texte qui suit, mais n'a jamais été posée :

A Simon Fraser, agent de la Compagnie du Nord-Ouest,
découvreur de la rivière Fraser, 1808

No 34-a) — Le gouverneur Lord Dorchester

Le général sir Guy Carleton, deuxième gouverneur anglais du Canada, élevé plus tard à la pairie sous le nom de lord Dorchester et revenu au gouvernement de ce pays en 1791, fut un de nos plus remarquables hommes d'Etat sous le régime anglais.

C'est grâce à son influence que l'Acte de Québec fut adopté par le Parlement Impérial en 1774, ainsi que l'Acte Constitutionnel du Canada qui donna naissance au gouvernement représentatif en 1791.

La ville de Montréal a voulu rappeler son souvenir en donnant son nom à la rue « Dorchester » et la Société d'Archéologie devait faire poser une de ses plaques, souscrite par Edward K. Greene à cet effet, au coin des rues Dorchester et Bleury. Le texte n'en ayant pas été approuvé, ce memento ne semble pas avoir été mis en place ; il se lisait comme suit

(Traduction) : Cette rue est nommée en l'honneur de Sir Guy Carleton, Lord Dorchester, Commandant des Forces Britanniques et sauveur de la colonie lors de l'invasion américaine de 1775-76. Deux fois Gouverneur du Canada, c'est par lui que fut obtenu l'Acte de Québec de 1774.

No 35-a)—La maison Papineau

Six générations de la famille Papineau ont vécu dans cette maison, située sur le côté ouest de la rue Bonsecours, au sud de la rue Notre-Dame, qui est aujourd'hui occupée comme hôtel meublé.

Joseph Papineau (1752-1841) était fils de Joseph Papineau et de Marie-Joseph Beaudry. Notaire, arpenteur, député et seigneur de la Petite-Nation, il épousa Marie-Rosalie Cherrier et fut père de Louis-Joseph Papineau (1786-1871) dont le nom est célèbre dans l'histoire du Canada, de Denis-Benjamin Papineau (1789-1854), député et commissaire des Terres de la Couronne, de Toussaint-Victor Papineau (1798-1869), prêtre, et de Rosalie Papineau, épouse de Jean Dessaulles.

Louis-Joseph eut cinq enfants de son mariage avec Julie Bruneau, dont trois fils, Lactance, Gustave et Amédée et deux filles : Azilda, célibataire, et Azélie, épouse de Napoléon Bourassa.

Amédée s'étant marié aux Etats-Unis, pendant l'exil qui suivit l'insurrection de 1837, eut un fils du nom de Louis-Joseph qui eut à son tour quatre enfants, dont le major Talbot Papineau tombé au champ d'honneur dans la première guerre mondiale. La demeure ancestrale ayant été vendue et transformée en hôtel, les membres de cette génération ont voulu y habiter au moins un jour afin d'y maintenir la tradition de résidence de la famille en cette maison.

C'est Amédée Papineau qui a rédigé et fait apposer sur cette maison historique une des tablettes de marbre de la Société d'Archéologie ; elle a disparu dans les travaux de réfection qu'on y a faits récemment et se lisait ainsi :

La maison Papineau. Six de leurs générations l'ont habitée.

RENSEIGNEMENTS ET COMMENTAIRES

On s'étonnera peut-être que des inscriptions destinées à transmettre aux générations futures la mémoire d'événements importants soient ainsi disparues, en moins de cinquante ans, sans qu'on puisse en retrouver la trace et même, en certains cas, le souvenir. Il y a lieu d'en attribuer la cause, en premier lieu, à la fragilité du marbre employé qui s'effrite rapidement aux intempéries, mais surtout à l'impéritie, sinon à l'insouciance de ceux qui devraient les vénérer comme biens de famille. Depuis que nous avons commencé le relevé de ces *Fastes Historiques* de notre ville, il a trois ans, deux autres plaques de la Société d'Archéologie sont disparues : celle de Lamothe-Cadillac et celle de la Porte des Récollets, tandis que d'autres, qui menaçaient ruine, ont été remplacées grâce à l'initiative privée.

En 1918, l'auteur de ces pages s'intéressait au sort des plaques déjà disparues. Il s'adressa pour cela au vieux gardien du Château de Ramezay, Thomas O'Leary, qui s'était fait l'apôtre de l'installation et de la conservation des plaques de marbre de la Société d'Archéologie, et voici la réponse qu'il en reçut dans une lettre en date du 11 octobre :

(Traduction) : « *J'ai griffonné hâtivement quelques notes que je vous envoie. Le mémoire des plaques terminées et mises en place est de M. Reid, mais une note de M. W.-D. L(ighthall) indique qu'il est erroné et que celle du Général Worcester (Wooster) n'a pas été installée. Je suis personnellement convaincu que cette plaque n'a jamais été posée sur le Château. Tout de même, je me propose de poursuivre mes recherches et peut-être arriverai-je à trouver la vérité. Il existe au sujet du Château nombre de menus incidents que je me propose de noter dans un cahier si je puis en trouver le loisir. Plus tard, un bouquin de cette nature aura peut-être son utilité quand je reposerai sereinement derrière la montagne.* »

Lorsque l'excellent serviteur fut rendu au lieu de son dernier repos « derrière la montagne », nous avons demandé à sa veuve si

elle ne pourrait pas nous donner communication de ce recueil de mémoires ; elle nous a répondu qu'il contenait quantité de notes d'une nature personnelle et qu'elle avait jugé opportun de le détruire. C'est en partie pour éviter une semblable perte qui serait, cette fois, irréversible, que nous avons songé à conserver au moins le texte de ces mementos disparus, en recueillant à cet effet les notes trouvées dans les archives de la Société d'Archéologie et les souvenirs des anciens. Parmi les notes que M. O'Leary nous a transmises avec sa lettre du 11 octobre 1918, nous extrayons deux passages qui permettront au lecteur de constater la surveillance à exercer et les difficultés à vaincre dans la conservation de ces frères témoins de notre histoire ; voici la traduction du premier :

« Lorsque la Société a pris possession du Château en 1895, aucune plaque n'était installée sur ses murs. Par erreur, celle qui lui était destinée avait été posée sur un cabaret voisin. Je l'ai fait enlever et placer sur le Château, mais le cabaretier est venu pendant la nuit et l'a replacée sur son établissement. Nous l'avons assigné le lendemain devant le Magistrat de Police qui lui a servi une verte sermonce et l'a condamné à remettre cette plaque à l'endroit qui lui était destiné sur le Château, ce qui fut fait. »

Et voici l'autre passage qui nous indique les démarches qu'il a fallu parfois faire, avec ou sans succès, afin de rentrer en possession de plaques perdues dans la démolition de bâtisses où elles avaient été posées :

(Traduction) : *« Lorsque le poste de pompiers du carré Dalhousie fut démoli, T. O'L(eary) s'y rendit afin de récupérer la plaque qui s'y trouvait (No 40 sur la liste)*. On lui dit de s'adresser à un boucher du marché Bonsecours. Cet homme avait vendu les matériaux à un individu qui demeurait sur la rue Saint-André. Celui-ci ré-*

* Ce numéro est celui de la liste qui nous était transmise par M. O'Leary avec ses notes et non celui de la série des plaques décrites par nous dans les *Fastes Historiques*.

pondit qu'il en avait disposé entre diverses personnes dont il n'avait pas les noms et la plaque en question n'a pu être retrouvée. »

LES PLAQUES DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE

Il y a environ vingt ans, la *Société Historique de Montréal* décidait, sur proposition de son président, de reprendre à son compte l'oeuvre de la *Société d'Archéologie* en marquant de plaques commémoratives les endroits historiques de cette ville qui n'avaient pas encore reçu cette consécration. Ses ressources financières étant limitées, elle accepta la suggestion d'un membre de son conseil à l'effet de fabriquer une série de plaques en ciment, sans encadrement ni ornements, où les inscriptions seraient en creux au moyen de caractères uniformes.

Le résultat en fut désastreux ! . . . au point que la Société jugea préférable de sauvegarder sa réputation en n'exposant pas son oeuvre aux critiques du public et elle en fit don à l'un de ses membres qui lui proposait d'en faire une allée de dalles dans le parterre de sa résidence, au No 141 de la rue Pagnuelo à Outremont. Elle consentit à les y placer avec textes tournés en dessous afin que les visiteurs ne fussent pas portés à croire que les événements rappelés par ces plaques se fussent déroulés en cet endroit.

Pour que l'oeuvre ainsi projetée par la *Société Historique de Montréal* ne perde pas ses fruits, nous reproduisons ici les textes de ces plaques mort-nées avec l'espoir qu'ils soient utiles aux institutions qui voudront en continuer la tradition. Ajoutons que déjà la *Commission des Monuments Historiques du Québec* s'en est inspirée.

1.—*Jacques Viger, 1787-1857, premier maire de cette ville, président de la Société Saint-Jean-Baptiste, fondateur de la Société Historique de Montréal.*

- 2.—*Ludger Duvernay, 1799-1852, fondateur de la Société Saint-Jean-Baptiste, éditait ici le journal « La Minerve ».*
-
- 3.—*Ici s'élevait le manoir fortifié du major Lambert Closse, tué par les Iroquois le 6 février 1662.*
-
- 4.—*Site du Palais de l'Intendance construit en 1698, rasé en 1792.*
-
- 5.—*Emplacement de la bourgade d'Hochelaga visitée par Jacques Cartier en 1535.*
-
- 6.—*Site du château de Maisonneuve construit en 1650, incendié en 1852. Les prêtres de Saint-Sulpice y habitèrent.*
-
- 7.—*Ici passait le mur nord des fortifications de Montréal commencées en 1721 par Chaussegros de Léry et démolies en 1817.*
-
- 8.—*Site de la maison de Louis d'Ailleboust de Coulonge, gouverneur de la Nouvelle-France 1648-1651, mort le 31 mai 1660.*
-
- 9.—*Ce mur et ces tours faisaient partie du « Fort des Messieurs » de Saint-Sulpice construit en 1694, démoli en 1854.*
-
- 10.—*L'Hôtel-Dieu fut fondé ici par Jeanne Mance en 1644, démoli en 1861 et transporté sur l'avenue des Pins.*
-
- 11.—*L'Hôpital Général fondé en 1692 par François Charon de la Barre. Les Soeurs Grises lui succédèrent en 1747, et transportèrent leur établissement rue Dorchester ouest en 1870.*
-
- 12.—*La Prévôté, tribunal civil et criminel du régime français, siégeait ici.*
-

13.—*En 1655, cet emplacement fut concédé à Jean de Saint-Père, 1er notaire seigneurial de Montréal tué par les Iroquois en 1657.*

14.—*Here stood St. Gabriel Presbyteriam church, the first protestant temple erected in Montreal. Built in 1792.*

15.—*Jérôme Le Royer, sieur de la Dauversière, 1597-1659, instigateur de la fondation de Montréal.*

16.—*Chapelle votive de Notre-Dame-des-Victoires érigée en 1718, incendiée en 1768, rebâtie la même année et plus tard démolie.*

17.—*Cet édifice construit en 1837 abrita les bureaux de la douane jusqu'en 1869 et depuis cette époque les bureaux de l'accise.*

18.—*Eglise Notre-Dame-de-Pitié commencée en 1693, achevée en 1695, rasée en 1913. Jeanne Le Ber y vécut en recluse.*

19.—*Site de l'église des Jésuites commencée en 1692, incendiée en 1803. Le Palais de Justice actuel date de 1851.*

20.—*Résidence de Charles Le Moyne, compagnon de Maisonneuve. Ses enfants ont illustré l'histoire de la Nouvelle-France.*

21.—*Marie-Marguerite Du Frost de la Jemmerais, veuve d'Youville, 1701-1771. Elle fonda la communauté des Soeurs Grises.*

22.—*Ici se trouvait la Citadelle, commencée en 1685 et rasée en 1821. Avant les transformations actuelles l'emplacement formait le square Dalhousie.*

23.—*La Congrégation de Notre-Dame éleva ici un couvent en 1686 et*

un pensionnat en 1713. Ces édifices, remplacés en 1844, furent rasés en 1913.

24.—*En 1686 se trouvait ici la première école de garçons, fondée et dotée par les abbés Souart et de la Faye.*

25.—*En face de cet édifice s'élevait le château de Vaudreuil construit en 1723. Montcalm, Lévis, Bourlamaque et Bougainville y ont séjourné.*

26.—*Site de la résidence de Chartier, marquis de Lotbinière, ingénieur en chef de la Nouvelle-France. Il fortifia Carillon et l'Île-aux-Noix.*

27.—*Près d'ici, Soeur Marguerite Bourgeoys ouvrit sa première école en 1658 ; la Congrégation de Notre-Dame occupa la maison jusqu'en 1683.*

28.—*Ici demeurait Bénigne Basset, 1er notaire royal, 4ème notaire seigneurial, 1er secrétaire de la fabrique. Arrivé en 1657, mort en 1699.*

29.—*La première cathédrale de Montréal fut érigée ici. Elle fut détruite, ainsi que l'évêché, par l'incendie de 1852.*

30.—*Ici vécut sir Louis-H. LaFontaine, 1807-1864, chef du gouvernement du Canada en 1842 et 1848 ; juge en chef du Bas-Canada en 1853.*

31.—*Denis-Benjamin Viger, 1774-1861, premier ministre du Canada en 1843. Il donna à ses concitoyens le square Viger et la rue Saint-Denis.*

32.—*Ici demeurèrent : Constant Le Marchant de Lignery, major aux Trois-Rivières, et François-Marie Le Marchant de Lignery, capitaine, chevalier de Saint-Louis.*

33.—*L'Institut Canadien, fondé le 17 décembre 1844, construisit cet édifice en 1854 pour y tenir ses réunions.*

34.—*En l'honneur d'Emilie Tavernier, veuve Camelin, fondatrice de l'Institut des Soeurs de la Providence.*

35.—*Gabriel Franchère, voyageur. Il participa, en 1810, avec quinze Canadiens français, à l'expédition d'Astor sur la côte ouest des Etats-Unis.*

36.—*Deuxième collège de Montréal, construit en 1804, occupé en 1806. Abandonné en 1861 et transformé en casernes la même année.*

37.—*De 1833 à 1844, le conseil de ville de Montréal siégeait ici.*

38.—*Ici demeurait sir Georges-Etienne Cartier, homme politique, 1814-1873.*

39.—*Michel Bibaud, 1782-1857, premier historien canadien-français.*

40.—*Ici habitait Honoré Mercier, premier ministre du Québec, 1840-1894.*

**LES NOUVELLES PLAQUES DE LA COMMISSION DES
MONUMENTS HISTORIQUES DU QUÉBEC.**

Enfin, la Commission des Monuments Historiques du Québec a fait placer un certain nombre de ses plaques (que nous avons signalées à la page 14 des *Fastes Historiques*) aux endroits qu'elle a jugés d'importance historique suffisante à cet effet.

Le premier modèle qu'elle a fait exécuter est sans doute patriotique avec son encadrement de feuilles d'érables accompagné des armoiries de la Province de Québec, mais il est loin d'être élégant. Aussi a-t-il été remplacé par un autre de facture plus artistique, préparé par l'Ecole des Beaux-Arts de Montréal et exécuté par l'Ecole Technique de cette ville sous la direction de M. Armand Dussault. Plusieurs de ces plaques, en bronze inoxydable, seront installées dès cette année.

A handwritten signature in black ink, reading "Diato Morin". The signature is written in a cursive style with a long, sweeping underline that extends to the right and then loops back under the name.